



Direction du Patrimoine Immobilier

MARCHE PUBLIC

Petits travaux ponctuels de plomberie et services de vérification et d'entretien

Marché n°2025CYCPU0T17

Cahier des Clauses Techniques Particulières C.C.T.P.

Table des matières

Chapitre 1 : GENERALITES	3
Article 1.1 - Objet :	3
Article 1.2 - Généralités :	3
Article 1.3 - Définitions :	3
Article 2 - Conditions d'exécution des prestations	4
Article 2.1 - Limites des prestations :	4
Article 2.2 - Responsabilités et obligations :	4
Article 2.3 - Aspects environnementaux :	4
Article 2.4 - Hygiène et sécurité :	5
Article 2.5 - Tableau des délais de réponse :	5
Article 2.6 - Moyens :	6
Article 2.7 - Lieux d'exécution :	6
Article 2.8 - Connaissance des lieux :	7
Article 2.9 - Reconnaissance des supports :	7
Article 2.10 - Remise des documents :	7
Article 2.11 - Documents techniques de référence :	7
Article 2.12 - Contraintes et nuisances :	8
Article 2.13 - Echafaudages :	8
Article 2.14 - Protection du mobilier et des ouvrages :	8
Article 2.15 - Protection des sols :	8
Article 2.16 - Protections particulières :	9
Article 2.17 - Evacuation des déchets :	9
Article 2.18 - Nettoyage :	9
Article 2.19 - Choix des produits :	9
Article 2.20 - Conformité des produits :	9
Article 2.21 - Stockage de matériaux :	10
Article 2.22 - Astreinte technique :	10
Article 2.23 - Les petits travaux de plomberie et les rondes de vérification et d'entretien sur la base du BPU	10
Article 3 - REPARATION DE PLOMBERIE	11
Article 3.1 - Consistance des interventions de réparation de plomberie :	11
Article 4 - RECEPTION APRES INTERVENTION	11
Article 4.1 - Dispositions générales :	12
Article 4.2 - Reserve :	12
Article 4.3 - Vérification :	12
Article 4.4 - Réception :	12
Article 4.5 - Réserves :	12
Article 5 - PRIX	12

Chapitre 1 : GENERALITES

Article 1.1 - **Objet :**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) définit les exigences relatives à la réalisation de petits travaux ponctuels de plomberie, comprenant des réparations, des modifications ou des rénovations d'installations existantes, ainsi que la fourniture, la pose et la dépose d'équipements sanitaires de toute nature dans tous les bâtiments de CY Cergy Paris Université et également des rondes de vérification et d'entretien.

Les installations concernées relèvent du domaine des équipements sanitaires adaptés à des bâtiments de type collectif léger.

Article 1.2 - **Généralités :**

Le présent C.C.T.P. n'est pas limitatif dans la description qui va suivre. Le pouvoir adjudicateur s'est efforcé de renseigner le titulaire sur la nature des interventions à réaliser. Le titulaire du marché devra assurer, sans limitation ni réserve, toutes les fournitures et exécuter les interventions décrites. Tous les documents écrits ou graphiques remis au titulaire du marché doivent être considérés comme des définitions. Le titulaire devra examiner ces pièces et signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur ou omission qu'il aurait relevée.

Article 1.3 - **Définitions :**

Les définitions utilisées dans ce présent document sont reprises du CCAG applicable aux marchés publics concernant :

- Le pouvoir adjudicateur
- Le titulaire.

Les parties contractantes sont :

- | | |
|-----------------------------|--|
| Pouvoir adjudicateur | CY Cergy Paris
Université 33 boulevard du
port
95011 Cergy-Pontoise |
|-----------------------------|--|
- **Interlocuteur :**

Direction du Patrimoine Immobilier Site de Saint-Martin 2, avenue Adolphe Chauvin BP222 Pontoise 95 302 Cergy - Pontoise CEDEX
--

- **Entreprise :** L'entreprise titulaire du marché

Article 2 - Conditions d'exécution des prestations

Article 2.1 - Limites des prestations :

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire devra inclure implicitement les fournitures, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants nécessaires à la réalisation parfaite et complète des aménagements de tous les ouvrages qu'il aura à exécuter. Sont compris dans les items des prestations du bordereau :

- La main d'œuvre générale qualifiée
- L'amenée, l'établissement, le repliement et l'enlèvement de tous les appareils, engins, plateformes élévatrices, échafaudages nécessaires à la réalisation des ouvrages inférieurs à 6 mètres ;
- Les frais généraux : impôts, taxes, redevances, indemnités, cotisations, organismes de sécurité, assurances etc. ;
- La protection et la sécurité collective et individuelle des personnes et des biens, des occupants et du voisinage pendant la durée des interventions ;
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre, la manutention, la pose en une ou plusieurs opérations, la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, etc. ;
- Les frais de location, d'entretien, de réparation, d'assurance, de vérification et de contrôle réglementaire de tous les appareils, engins, plates-formes élévatrices et échafaudages nécessaires à la réalisation des ouvrages ;
- La protection des surfaces des sols et mobiliers afin d'en conserver l'état ;
- La main d'œuvre qualifiée, les matières et appareils nécessaires à la réalisation des essais ;
- L'enlèvement des gravats et déchets ainsi que leur évacuation en décharge spécialisée
- Les nettoyages de toute nature
- La remise en état des lieux
- Tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des interventions.

Article 2.2 - Responsabilités et obligations :

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat et devra réaliser ses prestations conformément aux calendriers d'exécution des interventions, aux descriptions d'exécution, normes, documents de référence mentionnés à l'article 2.11 et par corps d'état du présent document. Le titulaire doit garantir la sécurité des personnes et des biens, maîtriser les aléas et tenir les délais d'exécution des prestations, donner l'université tous les conseils techniques appropriés afin de parvenir aux meilleurs états de finition des prestations et l'informer sur l'évolution des divers produits s'inscrivant dans la démarche de qualité environnementale.

Article 2.3 - Aspects environnementaux :

CY Cergy Paris Université a engagé une véritable démarche environnementale lui permettant de répondre aux objectifs fixés par la loi n° 2015-922 relative à la transition écologique pour la croissance verte. Cette loi permet de renforcer l'indépendance énergétique de la France et sa

compétitivité économique, de préserver la santé publique, de protéger l'environnement et de lutter contre le réchauffement climatique.

Le titulaire retenu dans le cadre de ces missions doit donc intégrer les aspects environnementaux aux opérations en favorisant des matériaux éco-responsables et en se questionnant sur les solutions techniques permettant de réduire les consommations des bâtiments.

Article 2.4 - **Hygiène et sécurité :**

Le titulaire est responsable et doit faire assurer l'hygiène et la sécurité, à ses frais, conformément aux règlements en vigueur, pendant la réalisation de ses interventions.

Les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité doivent être conformes au décret 65-48 du 8 janvier 1965 dans sa dernière parution, à la loi du 6 décembre 1976, relative au développement de la prévention des accidents du travail, ainsi qu'à celle du 31 décembre 1991 et art. L 230.2, aux arrêtés et décrets, ainsi qu'à la réglementation du travail en vigueur.

Interdiction formelle est faite aux ouvriers travaillant sur le chantier de faire du feu dans les locaux, dans l'emprise du chantier et ses abords, d'utiliser les locaux en intervention ou ceux existants comme vestiaires, réserves, cantines, WC, etc... De même, il est strictement proscriit de commettre toute action nuisible à la propreté et à l'hygiène du chantier. Toute dégradation sera imputée à l'entreprise.

Conformément à la réglementation en vigueur, un plan de prévention sera rédigé par le titulaire et validé par le maître d'ouvrage. Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition un local pour le personnel du titulaire.

Article 2.5 - **Tableau des délais de réponse :**

	Délais maximaux	Moment de la prise en compte
Délais de rendez-vous pour chiffrage	5 jours ouvrés	A l'issue de l'appel téléphonique confirmé par courriel.
Délais de remise des devis	8 jours ouvrés	A l'issue du rendez-vous pour chiffrage
Délai d'intervention a réception du bon de commande	10 jours ouvrés	A l'issue de la transmission du bon de commande par courriel
Pour une urgence <ul style="list-style-type: none">• Délai d'intervention• Délai mise en sécurité	2 heures 2 heures	Appel téléphonique confirmé par courriel

Les interventions sont effectuées sur devis préalablement acceptés, et calculés sur la base de prix unitaires figurant au bordereau rempli par le titulaire.

Article 2.6 - **Moyens** :

Le titulaire déterminera la répartition et la qualification de son personnel compte tenu de son obligation de résultat tant en qualité de finition qu'en ce qui concerne le respect des délais d'exécution.

Il équipera son personnel des outillages, du matériel d'exécution ainsi que des échelles et échafaudages conformes à la réglementation en vigueur, nécessaires à l'exécution de sa mission.

En outre, il leur fournira les moyens d'assurer les règles d'hygiène et sécurité et d'utiliser les outillages et matériels nécessitant une formation spécifique. De plus, le personnel dédié sera en mesure de fournir à tout moment les papiers d'identité personnels et professionnels, la carte BTP ainsi que les attestations de formation demandées par le maître d'œuvre.

Enfin, il indiquera les moyens supplémentaires éventuels qu'il propose de consacrer à l'exercice de sa mission.

Article 2.7 - **Lieux d'exécution** :

Les interventions envisagées au titre de ce marché seront exécutées à l'intérieur et à l'extérieur de locaux à usage d'enseignement et tertiaires, constitués de salles de travaux pratiques ou dirigés, amphithéâtres, salles de cours, bureaux, circulations, halls d'entrée, cages d'escalier, sanitaires, locaux techniques et annexes, restaurants administratifs et locaux annexes, salles de réunions. Ils concernent également les locaux à usage d'habitation.

L'Université CY Cergy Paris Université, créée au 1er janvier 2020 par décret -n° 2019-1095 du 28 octobre 2019, est la fusion de l'université de Cergy-Pontoise et de l'école d'ingénieurs EISTI. Elle représente 1 200 enseignants et enseignants-chercheurs, 800 personnels administratifs et 24 000 étudiants répartis sur 14 sites :

- **Site des Chênes** : 33, boulevard du Port – 95011 Cergy-Pontoise cedex (4 bâtiments - Chênes bâtiments), Chênes 2, Tour, JT Mir des chênes)
- **Site des Cerclades** : Place des Cerclades - 95015 Cergy-Pontoise cedex (1 bâtiment)
- **Site de Saint – Martin** : 2, avenue Adolphe-Chauvin, Pontoise - 95302 Cergy-Pontoise cedex (2 bâtiments - Saint-Martin 1, Saint-Martin 2)
- **Site de Neuville-sur-Oise** : 5, Mail Gay Lussac – 95031 Cergy-Pontoise cedex (3 bâtiments – Bâtiment principal, MIR,)
- **Site d'Argenteuil** : 95-97, rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil (2 bâtiments- Argenteuil 1 et Argenteuil 2)
- **Site de Sarcelles** : 34, boulevard Bergson - 95200 Sarcelles (2 bâtiments Sarcelles 1 et Sarcelles 2)
- **Site CYTECH X Campus** Domaine de St Leger 78100 Saint-Germain-en Laye (XCampus)
- **Site d'Antony-Jouhaux** : 26 rue Léon Jouhaux – 92160 Antony (2 bâtiments – Bâtiment principal, logements)
- **Site de Gennevilliers** : Avenue Marcel Paul, Z.A.C. des Barbanniers 92230 Gennevilliers (1 bâtiment + logements)
- **Site CYTECH Le parc** : Avenue du Parc, 95 011 Cergy-Pontoise (3 bâtiments – Concordet, Turing, Cauchy)
- **Site CY TECH Fermat** : 32, boulevard du Port, 95011 Cergy-Pontoise (1 bâtiment)

Tout ajout ou suppression d'un site fera l'objet d'une modification du marché par la voie d'un avenant.

Article 2.8 - **Connaissance des lieux :**

Le titulaire est réputé, par le fait d'avoir remis son offre :

- S'être rendu, s'il le souhaite, sur les lieux où doivent être réalisés les interventions ;
- Avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux, des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;

Article 2.9 - **Reconnaissance des supports :**

Avant toute opération de mise en place d'équipements, Le titulaire procédera à la reconnaissance des lieux et de leurs définitions. Il vérifiera entre autres la qualité des principes constructifs, l'état des supports existants afin de s'assurer que ces derniers soient compatibles avec les interventions qu'il aura à réaliser. Le titulaire devra, en cas de doute sur l'aptitude des supports, indiquer par écrit au pouvoir adjudicateur les incompatibilités de mise en œuvre et apporter les solutions techniques adéquates pour une réalisation parfaite de la prestation demandée.

Article 2.10 - **Remise des documents :**

La rédaction et la transmission des documents suivants sont à la charge du titulaire :

- Les devis quantitatifs dûment complétés des métrés et des prix unitaires ;
- Le planning d'exécution ;
- Les notices techniques, avis techniques ou appréciation technique d'expérimentation (ATEX) et de sécurité des équipements et des produits à mettre et mis en œuvre ;
- Les fiches d'entretien et de maintenances des équipements et produits mis en œuvre
- Les certificats de conformité, d'agrément des produits soumis à la réglementation de sécurité incendie

Article 2.11 - **Documents techniques de référence :**

Toutes les normes énumérées dans les références normatives ou annexées, les textes normatifs des DTU ci-dessous, concernant les ouvrages du présent marché :

- Les normes AFNOR homologuées
- Les normes NF concernant les ouvrages du présent marché qu'elles soient homologuées ou expérimentales
- Le cahier des charges ou les agréments techniques des fabricants pour les matériaux ou procédés ne faisant pas l'objet de normes D.T.U
- Le Code du travail et le Code la sécurité sociale
- La législation concernant l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens
- Les normes de sécurité contre l'incendie, le classement au feu des produits et matériaux
- Les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.

La liste des documents ci-avant n'est pas limitative. Elle inclut implicitement tout document d'ordre réglementaire en vigueur pour l'exécution des interventions faisant l'objet du marché.

Le titulaire du marché ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale de toute réglementation intéressant son activité. Il prendra à sa charge tous les contrôles prévus par la loi et les règlements et tous recours qui pourraient être faits contre le pouvoir adjudicateur à ce titre.

Article 2.12 - Contraintes et nuisances :

Les interventions étant exécutés en milieu occupé, Le titulaire devra informer l'université des nuisances liées à l'utilisation de produits odorants, toxiques ou urticants pouvant provoquer des troubles fonctionnels ou à l'utilisation d'outillages dont le niveau sonore pourrait perturber les occupants.

Il sera nécessaire, dans certains cas et selon le degré de nuisances, de modifier et adapter le planning d'exécution de certaines interventions qui seront exécutés en dehors des heures normales d'occupation des bureaux, voire de remplacer certains produits. L'attention du titulaire est attirée sur les contraintes de continuité de fonctionnement des installations et des services pendant les interventions.

Article 2.13 - Echafaudages :

Le titulaire mettra en œuvre les échafaudages roulants ou fixes conformes à la réglementation du travail en vigueur et qui sont implicitement dus et pris en compte dans son offre pour une hauteur maximum de plateau de 6 mètres. Les attestations de formation au montage, au contrôle et à l'utilisation des échafaudages par les employés du titulaire seront tenues à la disposition de l'université.

Article 2.14 - Protection du mobilier et des ouvrages :

Le titulaire devra assurer, pendant l'exécution des interventions, la protection soignée des mobiliers et de tout objet ne pouvant être déplacé, risquant d'être tâchés ou détériorés ainsi que des lieux et mobiliers se trouvant à proximité. Ces protections sont implicitement dues et prises en compte dans son offre de prix quelle qu'en soit la nature, pour la location, la pose, la dépose et le double transport. Elles sont exécutées avec la dernière perfection : aucune dérogation à cette règle n'étant admise. Toutes détériorations de mobiliers, d'objets, d'ouvrages, liées à l'absence de protection ou à une protection insuffisante seront remplacées ou remis en état à l'identique à la charge du titulaire dans les délais fixés par la maîtrise d'œuvre. A défaut d'exécution, de remplacement ou de remise en état dans les délais fixés, ces interventions seront exécutées par un tiers, à la demande du pouvoir adjudicateur, aux préjudices et frais du titulaire.

Article 2.15 - Protection des sols :

L'ensemble des protections sera implicitement dû et pris en compte dans son offre tant pour les abords et chemins d'accès aux chantiers que pour les sols signalés conservés dans le descriptif des interventions à réaliser.

La protection des surfaces désignées devra être parfaite afin de les conserver en parfait état (bâche en toile et/ou polyane fixée par ruban adhésif). Dans certains cas une protection mécanique sera nécessaire. Les abords de chaque chantier seront protégés.

Les sols ayant subi des dégradations liées à l'absence de protection ou à une protection insuffisante seront remplacés à l'identique à la charge du titulaire dans des délais fixés par le pouvoir adjudicateur.

A défaut de remplacement de sol dégradé dans les délais fixés, ces interventions seront exécutées par un tiers, à la demande du pouvoir adjudicateur, aux préjudices et frais du titulaire.

Article 2.16 - **Protections particulières :**

Dans certaines circonstances, des protections particulières devront être mises en place comme des cloisonnements, des plafonds provisoires, des portes d'accès au chantier, du platelage spécifique. Ces prestations feront l'objet d'une demande spécifique du pouvoir adjudicateur

Article 2.17 - **Evacuation des déchets :**

Le titulaire aura pris en compte dans son offre les dépenses liées à la prise en charge de l'évacuation des déchets et gravois engendrés par ses interventions et suivant les modalités définies.

Les sacs devront être composés de matières adaptées à la nature des déchets.

Les déchets et gravois, en fonction de leur nature, seront enlevés et transportés vers les décharges appropriées suivant leurs classifications dans le cadre de la législation en vigueur.

Il est rappelé au titulaire qu'aucun produit, toxique ou non, ne doit être rejeté dans le réseau d'assainissement.

Article 2.18 - **Nettoyage :**

Lors de ses interventions le titulaire doit maintenir en état de propreté les locaux et les lieux. Un nettoyage d'usage sera réalisé à la fin de son intervention avant la réception.

Ces nettoyages sont implicitement dus et pris en compte dans son offre. Le titulaire doit mettre à disposition de son personnel les équipements et produits d'entretien appropriés à la prestation.

En aucun cas Le titulaire ne devra utiliser le matériel de nettoyage de l'Université.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, ces interventions seront exécutées par un tiers, à la demande du pouvoir adjudicateur, aux préjudices et frais du titulaire.

Article 2.19 - **Choix des produits :**

Le titulaire est responsable du choix des produits et de leur mise en œuvre.

Ce choix est fait suivant le descriptif du présent CCTP, l'aptitude à la fonction des produits et leurs destinations. Le titulaire devra s'assurer que les produits et matériaux y compris ceux qui sont de marque, conviennent parfaitement à l'emploi envisagé, qu'ils sont parfaitement adaptés au support et compatibles entre eux et que le réassort des produits est assuré par le fabricant.

Article 2.20 - **Conformité des produits :**

Les produits choisis par le titulaire doivent être conformes aux normes françaises et européennes et à la législation en vigueur :

- Marquage NF, CE
- Normes AFNOR
- Agrément ministériel
- Toute autre spécification dont l'origine doit être alors précisée.

Une fiche descriptive accompagnera chacun des produits élaborés par le fabricant, cette fiche descriptive est établie sous la responsabilité du fabricant. Tous les produits et matériaux employés sont neufs et de première qualité.

Les récipients ou emballages les contenant sont fermés et munis de leur étiquetage ou de marquages distincts permettant l'identification du produit afin de déterminer les précautions particulières à prendre, pendant son transport, de manipulation, et de stockage.

Les produits employés sont accompagnés de leurs fiches descriptives établies sous la responsabilité du fabricant.

Les équipements soumis aux normes de sécurité incendie doivent être agréés par un procès-verbal et disposés de l'étiquetage normalisé. Les solvants seront désodorisés.

Article 2.21 - **Stockage de matériaux :**

Aucun stockage de matériaux et aucun atelier de chantier ne devra être établi.

Article 2.22 - **Astreinte technique :**

Ce marché comporte une obligation d'astreinte technique 7j/7 24/24 pour les dépannages et les réparations.

Le titulaire devra produire les informations (N° de téléphone, mail etc.)

En suivant la plage horaire ci-dessous :

- En jour ouvré du lundi au vendredi de 17H à 8H30
- Samedi et dimanche 24/24
- Jours fériés 24/24

Article 2.23 - **Les petits travaux de plomberie et les rondes de vérification et d'entretien sur la base du BPU**

Les demandes ponctuelles de travaux de plomberie sur l'ensemble des sites de l'Université sont lancées par l'émission de bons de commande successifs, selon les besoins.

a. Prestations sur commandes :

Les petits travaux de plomberie seront réalisés au fur et à mesure des besoins de l'université

b) les rondes de vérification et d'entretien :

Elles seront réalisées à la demande selon les besoins de l'université conformément au BPU ; le titulaire s'engagera alors à produire un rapport à l'issue.

Pour toute demande, le service Exploitation et Maintenance enverra au titulaire une demande de devis détaillées par courriel.

A compter de la réception de la demande (courriel) :

▪ Le titulaire devra rapidement convenir d'un rendez-vous sur site en présence d'un personnel du service Exploitation et Maintenance, pour effectuer une visite des zones concernées par les intervention pressentis. Cette visite devra être programmée et avoir lieu dans les 10 jours ouvrés suivant la demande (courriel). Lors de cette visite seront déterminées les natures de prestation souhaitées par l'université.

- Suite à cette visite, le titulaire aura un délai de 08 jour ouvré pour établir un devis des prestations à réaliser, avec proposition de planning. Le chiffrage des interventions sera effectué par référence aux postes du bordereau des prix unitaires. Sur chaque devis, le titulaire devra impérativement préciser la durée d'intervention prévisionnelle et l'effectif.

- Suite à la réception du devis, l'Université se réserve le droit d'y donner suite ou non. L'Université confirmera son accord par l'envoi d'un bon de commande qui rappellera les éléments suivants :

- Les bâtiments concernés
- Le devis concerné
- Le prix des interventions établi d'après le devis

Une période de 10 jours ouvrés maximum précédera la période d'intervention.

Le titulaire aura à charge de respecter ce délai d'intervention ainsi que l'ensemble des délais établis ci-dessus sous peine d'application de pénalités de retard prévus au marché. De plus, en cas de non-exécution des prestations (qui équivaut au non-respect des obligations contractuelles), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de traiter avec un autre prestataire au frais et risques du titulaire

Urgences :

Sur appel de l'Université (Technicien responsable de site ou cadre de la DPI) confirmé par courriel, le titulaire s'engage à intervenir **sous deux heures** pour effectuer toutes réparations ou protections d'ouvrages qui pourraient entraîner des détériorations supplémentaires. Ces interventions seront rémunérées sur la base des prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires du présent marché.

Pour les interventions non décrites dans le BPU, le titulaire proposera des devis de réparation sur la base des coefficients et des couts horaires prévues au BPU. L'université se réserve le droit d'accepter ou non ces devis.

Article 3 - REPARATION DE PLOMBERIE

Article 3.1 - Consistance des interventions de réparation de plomberie :

Les interventions de plomberie regroupent les réparations, modification ou de rénovation d'installations existantes.

Les prestations et fournitures du marché relèvent du domaine d'utilisation des équipements sanitaires pour du collectif léger.

Ils consistent en la réalisation de dépose, d'installation ou d'équipements sanitaires de toutes natures.

Ces interventions comprendront implicitement tous intervention annexes et accessoires nécessaires à la parfaite réalisation.

Article 4 - RECEPTION APRES INTERVENTION

Article 4.1 - Dispositions générales :

Les conditions particulières de réception ci-après sont imposées au titulaire pour tout ce qui touche à l'exécution objet du marché afin de vérifier que les interventions exécutées sont conformes à la commande passée, à la bonne exécution de ces derniers et attestent du service fait, en vue de la mise en paiement

Article 4.2 - Reserve :

Lors de la réception, des réserves peuvent être émises par l'université au sujet du non-respect des critères définis dans le présent C.C.T.P. Dans ce cas le procès-verbal ne pourra être dressé. Sans procès-verbal le titulaire ne pourra prétendre aux règlements de ces ouvrages.

Article 4.3 - Vérification :

L'université pourra, au cours des interventions, vérifier la bonne exécution des tâches et la conformité des équipements à tout moment et sans préavis préalable.

Article 4.4 - Réception :

La réception sera prononcée par le pouvoir adjudicateur à l'achèvement de chaque prestation. Le contrôle consistera en la vérification des différentes fournitures mises en œuvre, l'état de finition qui devront être conformes à celui défini au présent C.C.T.P, aux prescriptions des D.T.U., au repliement matériel, aux nettoyages, à l'enlèvement des déchets et gravois parfaitement réalisé.

Article 4.5 - Réserves :

Un constat de réserves indiquant au titulaire la nature des prestations, de repliements ou de nettoyages faisant l'objet de réserves lui sera adressé. Le titulaire sera tenu de refaire à sa charge tous les interventions ou actions nécessaires pour lever les réserves.

Article 5 - PRIX

Dans le cadre de la remise de l'offre, le prestataire ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des installations et pourra se rendre sur place en contactant CY Cergy Paris université afin d'apprécier la consistance du présent contrat.

Article 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

CY Cergy Paris Université a engagé une véritable démarche environnementale, Le titulaire devra produire les fiches techniques des produits utilisés, ainsi que les moyens mis en œuvre pour la réduction des déchets, le recyclage favorisant ainsi les achats dits durables. Il devra d'une manière générale proposer de préférence que du matériel répondant à des spécificités techniques des labels environnementaux.